

Comment sortir de l'ornière

**Les moyens de lutter
contre la pauvreté
et les inégalités
persistantes en
Amérique latine**

Jaime Saavedra et Omar S. Arias

APRÈS des périodes de crise et de ralentissement à la fin des années 90 et au début des années 2000, l'avenir économique s'est désormais éclairci pour l'Amérique latine et elle a retrouvé le chemin de la croissance. Pourtant, la pauvreté et les inégalités de revenus y sont encore obstinément élevées et profondément enracinées. Globalement, la région est en bonne voie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concernant le développement humain; elle est même en tête pour ce qui est de la mortalité infantile, l'accès à l'eau potable et l'égalité des sexes dans l'éducation. En revanche, elle peine (comme l'Afrique subsaharienne) à faire reculer la pauvreté. La Banque mondiale estime en effet que l'Amérique latine risque de manquer (de 1 point de pourcentage) l'OMD consistant à réduire de moitié à l'horizon 2015 le taux de pauvreté par rapport à 1990.

Quelle est l'étendue exacte du problème de la pauvreté? Pourquoi les progrès sont-ils si lents? Que faire pour remédier



Bidonville au Brésil.

à cette situation? Nous tenterons de répondre à ces questions, en partant de l'idée que, pour réduire la pauvreté en Amérique latine, où vivent plus d'un demi-milliard de personnes, il faut assurer l'égalité des chances, c'est-à-dire donner aux pauvres les moyens d'améliorer leurs conditions de vie en leur garantissant l'accès à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et aux services financiers.

Les données du problème

La première difficulté pour les décideurs et les analystes consiste à mesurer la pauvreté. Les organisations internationales préfèrent se fonder sur la parité de pouvoir d'achat (PPP), car cela facilite les comparaisons entre pays. En prenant comme référence 1 dollar PPP par jour, la Banque mondiale estime que la pauvreté absolue est passée de 11,3 % en 1990 à 9,5 % en 2001 dans la région, bien que, en raison de la croissance démographique, le nombre de personnes vivant avec 1 dollar par



jour est resté à 50 millions pendant cette période (voir tableau). Pour les années plus récentes, il ressort d'estimations provisoires que le taux de pauvreté a légèrement remonté. En fixant le seuil à 2 dollars PPP par jour, la pauvreté a à peine reculé dans la région. La Banque mondiale estime qu'elle se maintient autour de 25 % de la population depuis le milieu des années 90. Et comme la population augmente, le nombre de pauvres s'est en fait accru pour toucher environ 128 millions de personnes au début des années 2000.

Pourtant, les analystes et les organisations régionales font souvent état de niveaux de pauvreté beaucoup plus élevés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cela vient de ce que les pays adoptent leurs propres seuils de pauvreté en fonction à la fois des conditions économiques et sociales locales et de leur définition du bien-être. Ces seuils nationaux ne sont pas rigoureusement comparables, mais ils permettent aux autorités de suivre les progrès et de déterminer le nombre de personnes pouvant prétendre aux aides attribuées en fonction du niveau de vie local.

D'après les seuils de pauvreté nationaux (tirés de la base de données socio-économiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes), la pauvreté touche 39 % des Latino-Américains. Autrement dit, plus de 200 millions de personnes ne gagnent pas assez d'argent pour se nourrir et subvenir à leurs autres besoins fondamentaux. Quant à l'extrême pauvreté, qui mesure l'incapacité d'acheter un panier de nourriture contenant une ration calorique minimale, elle a légèrement reculé entre le début des années 90 et le début des années 2000, passant

de 22,5 % à 18,6 %, et concerne aujourd'hui environ 96 millions de personnes.

De plus, les moyennes régionales masquent des disparités considérables entre pays pour ce qui est du niveau et de l'évolution de la pauvreté. Ainsi, d'après les données nationales, les taux de pauvreté vont de plus de 60 % en Bolivie et au Honduras à moins de 30 % au Chili et en Uruguay. Même à l'intérieur des frontières nationales, les taux varient énormément, surtout entre groupes ethniques (voir «Les peuples autochtones d'Amérique latine», page 23). Au Mexique, les données les plus récentes révèlent que 90 % de la population autochtone vit en deçà du seuil de pauvreté alors que le taux est de 47 % pour le reste de la population. Au Guatemala, les chiffres correspondants sont de 74 % et 38 %. Enfin, au Brésil, la pauvreté touche 41 % des personnes d'origine africaine, contre 17 % pour les Blancs.

L'origine des taux de pauvreté élevés

Pourquoi la pauvreté refuse-t-elle de diminuer? Premièrement, la croissance économique est insuffisante. L'on sait depuis longtemps qu'il existe un lien étroit entre croissance économique et réduction durable de la pauvreté, mais, ces quinze dernières années, la croissance par habitant n'a été que de 1 %. En outre, l'influence de la croissance sur les revenus des pauvres (l'élasticité pauvreté-croissance) varie énormément. Elle tient en partie au niveau des inégalités; or, en Amérique latine, les inégalités de revenus sont très prononcées (graphique 1). De ce fait, une augmentation d'un point de la croissance dans la région ne se traduit en moyenne que par une baisse d'un point de la pauvreté — et depuis quinze ans, la croissance moyenne ne dépasse guère 1 % pour l'ensemble de la région.

Deuxièmement, au cours de cette période, la croissance n'a en général pas bénéficié aux pauvres. Dans de nombreux pays, tels que le Paraguay et l'Argentine, le revenu par habitant est en diminution, et non en hausse, depuis le milieu des années 90 pour les 40 % de la population en bas de l'échelle (graphique 2). Dans les pays où le revenu des pauvres a progressé, l'augmentation a été moindre que la moyenne pour l'ensemble de la population. Dans quelques pays seulement (Chili, Nicaragua et Pérou), elle a dépassé sensiblement la moyenne nationale.

Troisièmement, bien que la stabilité macroéconomique se soit généralement améliorée dans la région depuis une quinzaine d'années, les crises économiques à répétition, en particulier à la fin des années 90 et au début des années 2000, ont eu des effets dévastateurs sur la population pauvre. Le taux de pauvreté a ainsi fait un bond de 30,8 % à 58,0 % en Argentine entre 1999 et 2002, et de 26,6 % à 42,2 % en République Dominicaine entre 2002 et 2004. Plusieurs études ont d'ailleurs mon-

Des progrès trop lents

En chiffres relatifs, la pauvreté recule un peu en Amérique latine, mais le nombre absolu de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national dépasse aujourd'hui 200 millions.

Extrême pauvreté selon PPA et seuils de pauvreté nationaux (tendances régionales)

	1990	1996	1999	2001
PPA-personnes avec moins de 1\$/jour (millions)	49,0	52,0	54,0	50,0
PPA-personnes avec moins de 1\$/jour (pourcentage)	11,3	10,7	10,5	9,5
		1995¹	2000¹	2002²
Personnes vivant en dessous du seuil national d'extrême pauvreté (millions)		86,0	90,3	83,6
Personnes vivant en dessous du seuil national d'extrême pauvreté (pourcentage)		19,0	18,3	16,2

Pauvreté modérée mesurée selon PPA et seuils de pauvreté nationaux

	1990	1996	1999	2001
PPA-personnes avec moins de 2 \$/jour (millions)	125,0	117,0	127,0	128,0
PPA-personnes vivant avec moins de 2 \$/jour (pourcentage)	28,4	24,1	25,1	24,5
		1995¹	2000¹	2002²
Personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté modérée (millions)		183,4	202,3	203,3
Personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté modérée (pourcentage)		40,2	40,9	39,2

PPA = parité de pouvoir d'achat.

Source : chiffres PPA, Banque mondiale. Les estimations des seuils de pauvreté nationaux sont tirés de la base de données socio-économiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Banque mondiale et CEDLAS/Universidad de la Plata).

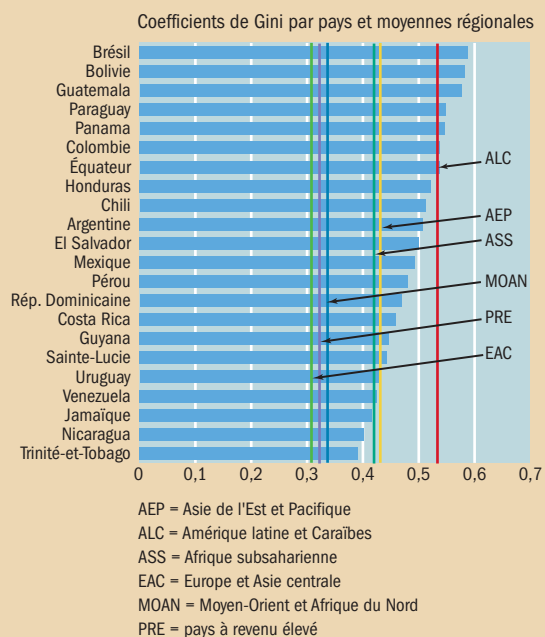
¹La date effective peut être antérieure ou postérieure de deux ans.

²Date approximative des dernières données connues.

Graphique 1

Des inégalités profondément enracinées

D'après les coefficients de Gini, utilisés pour mesurer la pauvreté et les inégalités, c'est dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes que les inégalités sont les plus marquées.



Source : D'après le *Rapport sur le développement dans le monde 2006* de la Banque mondiale.

Note : Le coefficient de Gini va de 0 (même revenu pour tous les citoyens) à 1 (une seule personne accapare tous les revenus). La moyenne pondérée des coefficients de Gini pour l'Amérique latine et les Caraïbes est la plus élevée du monde. Elle est calculée essentiellement à l'aide de données sur les revenus, de sorte qu'elle n'est pas tout à fait comparable avec les chiffres de l'Afrique, qui, établis à l'aide de données sur la consommation, présentent une dispersion moindre et mettent donc moins bien en évidence les inégalités. La question des comparaisons entre régions est traitée dans le rapport de la Banque mondiale (2005b).

tré que les crises économiques survenues dans la région depuis le milieu des années 80 ont fait monter les taux de pauvreté même après que la reprise soit fermement engagée.

Quatrièmement, les pauvres ne disposent pas des ressources minimales dont ils auraient besoin pour bénéficier pleinement de la croissance. Ils sont désavantagés à plusieurs égards : niveau et qualité de l'éducation et des soins de santé, et accès aux infrastructures et services sociaux de base (routes goudronnées, accès à des réseaux fiables d'électricité, d'eau propre et d'égouts). Ils sont aussi victimes des inégalités qui restreignent l'accès à la justice, au crédit, à la gestion des risques et à la propriété. Enfin, leurs qualifications et leurs activités productives leur rapportent moins, en raison de leur lieu de résidence ou tout simplement de la discrimination ambiante.

Finalement, il apparaît de plus en plus clairement qu'une grande pauvreté et l'inégalité des chances peuvent aussi nuire à la croissance, comme l'indiquent deux publications de la Banque mondiale, l'édition 2006 du *Rapport sur le développement dans le monde* (voir «Le piège à inégalités», page 34) et un rapport sur l'Amérique latine, à paraître prochainement. Ainsi, non seulement l'inégalité des chances empêchent les pauvres latino-américains de bénéficier de la croissance, mais elle peut

freiner la prospérité économique pour la population de toute la région. C'est ce type d'inégalité qui importe le plus pour les politiques de développement, car elle se prête à des interventions qui peuvent être efficaces.

L'égalité des chances

Que peuvent donc faire les autorités pour retourner la situation? Tout projet visant à réduire la pauvreté doit impérativement chercher à remédier aux contraintes qui limitent l'accès des pauvres aux ressources et aux services, afin qu'ils puissent trouver de meilleurs emplois et accroître leur productivité. Pour ce faire, il est essentiel de mener des actions résolues sur le plan social et de mettre à profit les programmes axés sur la croissance et la compétitivité qui existent dans la plupart des pays. Mais il faut faire plus pour que les pauvres bénéficient de ces initiatives au moins autant que le reste de la population. Les moyens d'action sont divers : dans certains cas, il est préférable de privilégier les programmes ciblés tels que les aides accordées en fonction des revenus, l'aménagement urbain des bidonvilles et les programmes de modernisation des infrastructures rurales; dans d'autres cas, c'est la prestation des services qui doit être améliorée pour les pauvres (même qualité d'éducation ou expansion des services financiers). Des initiatives prometteuses de ce type existent déjà dans la région.

La valorisation du capital humain par des aides judicieuses.

Le capital humain (niveau d'éducation, santé et alimentation de la population) joue un rôle déterminant dans l'amélioration de la productivité des pauvres en Amérique latine. Récemment, plusieurs pays ont lancé avec succès une nouvelle génération de programmes d'aides sociales. Pendant les décennies précédentes, la contribution que ce type d'initiatives pouvait apporter à la réduction de la pauvreté suscitait beaucoup de scepticisme, car elles étaient considérées comme des remèdes à court terme qu'il était difficile de cibler efficacement et qui risquaient d'être utilisés à des fins politiques. Dans la nouvelle approche, les aides sont subordonnées au respect de certaines conditions : les bénéficiaires doivent envoyer leurs enfants à l'école et recevoir des soins de santé maternelle et infantile de base. Des évaluations rigoureuses effectuées au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Mexique et au Nicaragua ont mis en évidence les effets très positifs de ces formules d'aide conditionnelle, lesquelles sont désormais considérées comme un volet important de toute stratégie à long terme de réduction de la pauvreté. Ces programmes sont bien ciblés et, quoique leurs effets sur la scolarisation primaire soient faibles là où celle-ci était déjà élevée, ils ont sensiblement retardé l'âge d'abandon prématuré des études et relevé les taux de transition et de scolarisation secondaire (surtout pour les filles). Dans l'ensemble, le niveau d'études moyen s'est amélioré de 0,6 à 1,4 an (graphique 3). Cependant, ces programmes restent relativement restreints et ne sauraient remplacer des mesures bien conçues pour généraliser l'accès aux services d'éducation, de santé et d'alimentation des enfants et en améliorer la qualité.

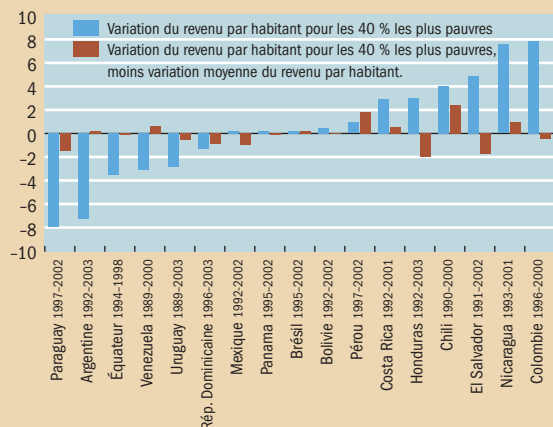
Accès aux services financiers. En Amérique latine, on a vu échouer nombre de politiques financières d'inspiration populiste qui avaient été lancées au nom des pauvres. On peut citer l'exemple malheureux des crédits bonifiés ou des prêts directs de l'État, qui ont presque toujours bénéficié aux nantis. Des pays ont aussi tenté des expériences de microcrédit, mais,



Graphique 2

La croissance n'a pas servi les pauvres

Dans certains pays, les revenus des 40 % d'habitants les plus pauvres ont augmenté, mais rares sont les cas où la progression a été nettement supérieure à la moyenne.



Source : Base de données socioéconomiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Banque mondiale et CEDLAS/Universidad de la Plata).

même là où elles ont réussi, elles ne représentent qu'une partie infime du crédit au secteur privé. En fait, les institutions de finance informelles telles que les coopératives d'épargne et de crédit sont souvent moins efficaces que les marchés de crédit bien établis. En ce sens, le développement des services financiers en faveur des pauvres suppose d'élargir les structures formelles en améliorant les capacités d'intermédiation du secteur bancaire et en imaginant des formules qui encouragent les banques à offrir des produits financiers abordables aux ménages pauvres.

Accès aux infrastructures. Une autre initiative prometteuse, bien qu'elle n'ait pas encore été rigoureusement évaluée, est celle de la fourniture d'infrastructures selon une approche décentralisée. Elle consiste à offrir des ressources et des services en

exploitant le savoir local, les économies d'échelle locales et les projets de développement complémentaires. Dans les zones urbaines, des programmes tels que *Favela Bairro* au Brésil montrent qu'il est possible de transformer les bidonvilles et de tirer parti des investissements effectués par leurs habitants. Un programme global visant à améliorer les infrastructures matérielles et les services publics, l'éducation et le commerce et à offrir des activités génératrices de revenus a permis d'améliorer les conditions de vie et l'économie locales. Dans les zones rurales, des initiatives de développement gérées par les collectivités ont facilité la fourniture efficace d'infrastructures et de services de base, notamment des routes rurales, l'électricité et l'eau potable, en conjonction avec des crédits et une assistance technique. L'exemple phare est celui des projets de développement lancés dans le Nord-Est du Brésil, où les collectivités définissent les priorités d'investissement, gèrent ces projets et en suivent l'exécution au moyen de conseils municipaux fondés sur la participation. Dans tous les cas, la réussite repose sur une vision globale du développement sous-national fondée sur le savoir local.

Tirer un revenu des possibilités existantes

Comment transformer l'égalisation des chances en des revenus plus élevés et, en définitive, une meilleure qualité de vie? La solution réside dans l'emploi productif. C'est la raison pour laquelle, pour faire reculer durablement la pauvreté, il faudra créer de bons emplois et faire en sorte que les pauvres puissent y accéder. Les emplois créés en Amérique latine depuis une quinzaine d'années l'ont été surtout dans le secteur informel. Cela tient peut-être en partie à l'arrivée d'un nombre croissant de femmes sur le marché du travail et au développement du secteur des services. Mais, fondamentalement, la taille du secteur informel est le résultat de décisions rationnelles d'entreprises et de travailleurs pour qui il est préférable d'opérer en dehors du cadre réglementé. Leur productivité étant faible, ils ne sont pas en mesure de payer des impôts ni de cotiser à la sécurité sociale.

Remédier à cette situation n'est pas une mince tâche. Il faudrait notamment accroître la productivité en promouvant l'égalité des chances pour les pauvres. En outre, il est indispensable de modifier la fiscalité et le droit du travail et de mettre en place des services publics plus efficaces ainsi qu'un système de protection sociale de meilleure qualité touchant une population plus vaste. Enfin, il faut que les travailleurs puissent bénéficier de l'assurance maladie et de la prévoyance sociale.

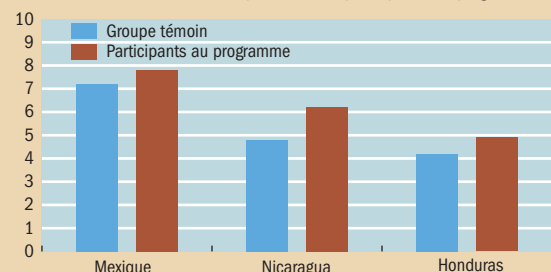
Comment financer les mesures allant dans ce sens? C'est aux pays de décider du niveau de l'impôt et de la redistribution des ressources. En Amérique latine, le contrat social qui sous-tend la structure actuelle des impôts et des transferts n'a pas permis d'assurer l'égalité des chances pour une grande partie de la population. À quelques exceptions près, la fiscalité est légère et inéquitable, et les transferts sociaux profitent de façon disproportionnée aux nantis, que ce soit par le biais des retraites publiques, des soins de santé non préventifs ou de l'éducation tertiaire publique. Dans bien des cas, l'équilibre entre le niveau peu élevé de l'impôt et la faiblesse des dépenses publiques est maintenu parce que les nantis et la classe moyenne choisissent de se placer en dehors du système. Ils payent directement leurs services de santé, leur éducation et leur protection sociale; ils n'ont donc aucun intérêt à exercer une pression politique pour obtenir une amélioration de ces services lorsque ceux-ci re-

Graphique 3

Transferts ciblés

Les aides financières aux pauvres peuvent améliorer les taux de fréquentation scolaire dans le secondaire en dissuadant les enfants d'abandonner prématurément leurs études.

Programmes d'aides conditionnelles en Amérique latine. Effets estimatifs sur le niveau d'études atteint à 14 ans après 7 ans de participation au programme.



Source : International Food Policy Research Institute.

lèvent de l'État. Il s'agit donc, pour l'Amérique latine, de modifier le contrat social en l'étendant à la fiscalité et aux dépenses publiques, ce qui suppose de veiller à ce que la structure des dépenses sociales en général ne pénalise pas les pauvres.

Définir une stratégie efficace

Comme la pauvreté prend des formes multiples, les pays devront agir sur plusieurs fronts à la fois, en utilisant au mieux leur ressources financières et politiques limitées. Ils devront donc trouver le moyen de coordonner ces diverses interventions; le recours à une stratégie intégrée de réduction de la pauvreté (SRP) semblait prometteur à cet égard. Ces dernières années, beaucoup de pays d'Amérique latine se sont engagés dans cette voie, avec des résultats plutôt inégaux.

Les pays les plus pauvres (Bolivie, Guyana, Honduras et Nicaragua) ont commencé à appliquer des SRP au début de l'année 2000 dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Il s'agissait d'intégrer les stratégies sectorielles axées sur la réduction de la pauvreté et de suivre les progrès réalisés afin d'évaluer l'efficacité de cette démarche. Cependant, des difficultés ont surgi en raison du manque de continuité, la mise en œuvre laisse parfois à désirer, les décisions ne sont pas toujours prises sur la base d'une large participation et le suivi des résultats doit encore être amélioré. Quant aux pays à revenu intermédiaire, plusieurs d'entre eux, dont la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay et le Pérou, ont élaboré des SRP ou des stratégies nationales de développement. Dans certains cas, ces documents ont été rédigés par les pouvoirs publics eux-mêmes; dans d'autres, ils sont ou ont été le fruit de démarches participatives. Le plus souvent, ces stratégies n'ont pas permis de définir des priorités pour s'attaquer aux principaux obstacles économiques qui empêchent la croissance de contribuer plus efficacement à la réduction de la pauvreté.

Ces expériences permettent de tirer trois grandes leçons pour la réduction de la pauvreté.

Premièrement, **une croissance soutenue est indispensable pour faire reculer la pauvreté, mais elle doit être accompagnée de stratégies intégrées qui englobent les politiques économiques et sociales afin que les pauvres puissent bénéficier de la croissance et y participer.** Dans la plupart des pays pauvres et à revenu intermédiaire, les autorités s'intéressent davantage à la croissance et aux politiques axées sur la création d'emplois, au lieu de se limiter aux politiques sociales en faveur des pauvres. Les pays doivent comprendre que la réduction de la pauvreté contribue aussi à la promotion de la croissance et de la compétitivité, et agir en conséquence.

Deuxièmement, **toute stratégie doit reposer sur la définition de priorités et de mesures appropriées et réalistes, judicieusement étalées dans le temps, et tenir compte des contraintes financières, administratives et politiques.** Elle doit faire la distinction entre ce qui est essentiel et ce qui est simplement souhaitable (Grindle, 2004). Elle doit fournir une feuille de route, un calendrier et des stratégies de transition, surtout lorsque des réformes qui s'imposent d'urgence risquent de nuire à certains segments de la population. Jusqu'à présent, les plans nationaux se sont résumés dans bien des cas à un catalogue complet de politiques et d'objectifs valables conçus avec les meilleures intentions du monde et traduisant la diversité des actions à mener pour combattre la pauvreté. Or, même si cela est complexe d'un

point de vue scientifique et politique, il est essentiel de fixer des priorités. Il faut définir quelles réformes seront les plus efficaces et dans quel ordre elles devront se succéder, eu égard aux contraintes budgétaires et politiques. La difficulté pour chaque pays consiste à établir une stratégie qui tienne compte des ressources budgétaires et humaines ainsi que du capital politique qui sont nécessaires pour opérer le changement.

Enfin, **les actions menées doivent être suivies et évaluées.** Dans les pays pauvres très endettés, les stratégies formelles de réduction de la pauvreté comportent un système de suivi et d'évaluation. Au niveau des projets, les évaluations d'impact sont de plus en plus répandues, et plusieurs pays (Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou) appliquent avec succès différents aspects des systèmes intégrés de suivi et d'évaluation. Ceux-ci permettent de suivre les résultats et les indicateurs financiers au niveau de chaque programme et de chaque secteur, puis de centraliser ces informations pour déterminer la répartition des crédits budgétaires. Mais les progrès sont inégaux, et on est encore loin du jour où ces dispositifs seront institutionnalisés et où les actions menées seront systématiquement axées sur les résultats. Pour que les ressources servent à donner de nouvelles chances aux pauvres, l'État doit promouvoir la responsabilisation et mettre en place les mécanismes nécessaires à un suivi efficace et transparent de l'utilisation des ressources publiques.

* * * * *

Ainsi, même si la pauvreté et les inégalités sont tenaces, on comprend de mieux en mieux comment améliorer les niveaux de vie en Amérique latine. Pour réduire les écarts flagrants entre riches et pauvres, il faudrait garantir à ces derniers des conditions sociales équitables et l'accès à des qualifications minimales, autrement dit promouvoir l'égalité des chances. Cela leur permettra de sortir de la pauvreté pour autant qu'ils aient accès au marché du travail et puissent ainsi accroître leurs revenus. Les perspectives économiques de tous les Latino-Américains s'en trouveront améliorées. Plusieurs moyens d'action ont prouvé leur efficacité, mais, dans la plupart des cas, la principale difficulté consiste à définir les priorités de la lutte contre la pauvreté et à s'y tenir, en tenant compte des contraintes financières et politiques. ■

Jaime Saavedra est Directeur de l'Unité de suivi de la pauvreté et des questions d'inégalité entre les sexes au Bureau régional Amérique latine et Caraïbes de la Banque mondiale. Omar S. Arias y est économiste principal.

Bibliographie :

Banque mondiale, 2005a, Rapport de suivi mondial (Washington, Banque mondiale).

———, 2005b, Rapport sur le développement dans le monde 2006 : équité et développement (Washington, Banque mondiale).

——— (à paraître), Vicious and Virtuous Circles in Growth and Poverty Reduction, Latin America and Caribbean Region (Washington: World Bank).

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2005, Objetivos de Desarrollo del Milenio: una mirada desde América Latina y el Caribe (Santiago, Chile).

Gasparini, Leonardo, 2005, Ethnicity and the Millennium Development Goals (Washington: World Bank).

Grindle, Merilee, 2004, "Good Enough Governance: Poverty Reduction and Reform in Developing Countries," Governance: An International Journal of Policy, Administration, and Institutions, Vol. 17, No. 4, p. 525-48.